



DECLARATION DE LA FSU
AU CTSD
DU 04 SEPTEMBRE 2015

Les annonces ministérielles de cette rentrée sont à couper le souffle !

D'après la ministre, 70% des enseignants auraient bénéficié d'une formation sur les nouveaux programmes, l'école primaire bénéficierait d'un dispositif de formation continue exceptionnel, la profession aurait été revalorisée, 35 400 postes auraient été créés depuis 2012 dans l'éducation nationale pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves... C'est à se demander dans quel monde vit la ministre !

Ce CTSD consacré au premier degré et aux mesures d'ajustement de rentrée se réunit dans un contexte de défiance des personnels vis-à-vis de la gouvernance du service public d'Éducation à tous les niveaux.

Il s'agit de multiplier les effets d'annonce pour démontrer que tout est sous contrôle, que tout se passe bien, en dépit d'une réalité toute autre.

Il devient insupportable pour les représentants des personnels de constater que leur parole n'est pas entendue et, qu'en septembre, l'afflux des élèves, tout à fait prévisible avant juin, n'a pas été pris en compte de la maternelle à l'Université.

Dans le premier degré, seuls 8914 postes ont été créés à ce jour, soit moins de la moitié des postes promis. A cette rentrée, le curseur est à l'ouverture d'une classe pour 55 élèves en plus, ce qui mécaniquement va aggraver la situation.

Pour atteindre la moyenne des pays européens, de 19,9 élèves par classe, il faudrait créer 37 000 postes dans les écoles. Se limiter à atteindre la moyenne des pays de l'OCDE nécessiterait la création de 16 000 classes. Alors que plusieurs études récentes, en France comme à l'étranger, démontrent que la taille des classes impacte directement la réussite des élèves, notamment les plus fragiles, la France est un des 6 rares pays de l'OCDE dont la taille des classes n'a pas baissé depuis 15 ans.

Nous mesurons là pleinement le fossé entre l'affichage d'une politique éducative présentée comme ambitieuse et les moyens insuffisants dégagés pour la mettre en œuvre.

Pour la FSU, il faut des moyens en nombre suffisant pour que tous les élèves réussissent et ne laisser personne au bord du chemin.

En Gironde, cette rentrée sera pire que la précédente. Fermer des classes à une semaine de la rentrée alors que vous aviez assuré le contraire, n'est pas la réponse attendue par nos collègues et par l'ensemble de la communauté éducative. Cela aurait pour conséquences de désorganiser les écoles, en dégradant les conditions d'apprentissages et d'enseignement.

Nous n'avons cessé de dire que la dotation de 103 postes serait insuffisante pour répondre aux besoins nombreux de notre département à forte progression démographique et de réclamer un plan de rattrapage. Il est temps de l'admettre, une dotation d'urgence doit être accordée à la Gironde.

Il est inacceptable de mettre des fermetures en balance avec les ouvertures nécessaires. Il vous reste moins de 10 postes, après les 14 ouvertures et la fermeture du début de la semaine.. Un certain nombre d'écoles, qui attendent légitimement une nouvelle classe, en seront pour leur frais, sauf si d'autres écoles, sont sacrifiées, ce qui n'est pas envisageable pour la FSU.

Refuser les audiences collectives n'y changera rien.

Nous déplorons, Monsieur l'Inspecteur d'académie, que le dialogue social ait été entaché par l'épisode du 2 septembre. Les audiences collectives d'écoles sont devenues une nécessité pour les enseignant-es, les parents d'élève et les élu-es pour faire entendre les réalités de leurs écoles. C'est un moment de dialogue important et transparent.

Parce que c'est notre rôle d'accompagner les collègues dans la défense de leur école et de leurs conditions de travail, parce que c'est notre rôle de défendre les conditions d'enseignement des élèves, parce que c'est notre rôle de faire entendre à l'opinion publique que la priorité à l'école, claironnée par ce gouvernement, n'est pas une réalité sur le terrain, le SNUipp et la FSU continueront à défendre pleinement les élèves et les personnels pour transformer l'Ecole, malgré un dialogue social au point mort dans notre département.

Dans le second degré, la Ministre s'enferme dans l'autosatisfaction alors que la réforme du collège suscite, au-delà du rejet des personnels, de vives critiques de la part des parents d'élèves et des mouvements pédagogiques. Le grand écart se creuse entre la communication ministérielle et la réalité de nos métiers dans un contexte difficile pour les personnels et les élèves.

Nous faisons face à une forte hausse démographique, sans les créations de postes nécessaires en particulier en lycée, donc à une rentrée particulièrement difficile sur le plan des effectifs avec 35 élèves par classe, voire d'avantage.

C'est dans ce contexte que se met en place l'EMC qui est un enseignement

obligatoire et non financé dans les classes de la voie technologique, alors que la loi l'impose.

Cela confirme ce que «la marge d'autonomie» contenue dans la réforme de 2010 peut produire en terme de renforcement des inégalités entre les EPLE puisqu'il faudra puiser sur cette marge horaire pour en assurer l'enseignement.

Pour la préparation de rentrée, nous attendons les structures prévisionnelles et les effectifs par classe pour chaque établissement (qui sont mis en ligne sur le site du département pour le premier degré).

La FSU réitère sa demande de disposer des documents de travail nécessaires à la compréhension de la répartition des moyens dans notre département.

Enfin, concernant le redéploiement des assistant-es de service social auprès des élèves, qui vont devoir absorber les demandes d'une trentaine de collèges sur le département en plus de leurs secteurs d'intervention, nous réitérons notre désaccord. Déjà lanterne rouge au niveau national pour le nombre d'élèves par assistante sociale, ce redéploiement va encore dégrader le service rendu aux établissements et les conditions de travail des personnels sociaux.

Dans le premier comme dans le second degré, la rentrée scolaire se fera, à nouveau, sans moyens suffisants en personnels. Ce sont les élèves les plus fragiles socialement et scolairement qui vont en payer le prix et pas seulement en Éducation Prioritaire, mais dans tout notre système éducatif, avec une réforme du collège qui va creuser inlassablement les inégalités sociales et territoriales.

Nous rappelons notre demande d'un plan de rattrapage de 300 postes dans le premier degré et de 200 postes dans le second degré pour, a minima, faire face à l'augmentation démographique constante en Gironde.

Pour cela, il faudrait réorienter « la politique de l'offre » et le soutien inconditionnel aux entreprises qui bénéficient sans aucune contrepartie des exonérations de cotisations et de taxes dans le cadre du pacte de responsabilité et qui entraînent l'anémie du budget de l'État et des économies drastiques pour les services publics.

La FSU en cette rentrée appelle les personnels à se réunir et à faire barrage aux politiques éducatives menées qui ne répondent pas aux problèmes de l'École, mais au contraire vont ajouter des difficultés de fonctionnement dans les établissements, en particulier les plus fragiles. Dans la continuité des fortes mobilisations de mai et juin derniers, la FSU appelle à la grève le 17 septembre et prépare une grande manifestation nationale courant octobre, pour une réforme du collège au service de la réussite de tous les élèves.